

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et
en Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et
de Guadeloupe.
Pour la reconstruction
de la IV^{ème}
Internationale.

Journal communiste révolutionnaire (trotskyste)

— PARAIT TOUTES LES 2 SEMAINES — SAMEDI 17 JANVIER 2015 1125 1 €

Soutien à Charlie-Hebdo !
Condamnation des attentats barbares!
La responsabilité de l'impérialisme
français et mondial !

Le 7 janvier 2015, l'attentat contre Charlie-Hebdo faisait 12 morts au siège du journal «Charlie-Hebdo», dont 8 journalistes et dessinateurs, tués en pleine conférence de rédaction. Le lendemain, une policière municipale martiniquaise était assassinée à Montrouge. Le 9 janvier une prise d'otages dans un magasin casher de la porte de Vincennes à Paris se soldait, côté otages, par 4 nouveaux morts. Une semaine après, l'émotion et la consternation sont encore énormes dans toute la France, aux Antilles et dans le monde entier.

Combat Ouvrier a condamné avec force ces actes de barbarie absolument ignobles. Aucune cause, politique, religieuse ou autre ne peut justifier de tels actes.

L'attentat perpétré contre Charlie-Hebdo comme les deux autres ont été l'œuvre de fanatiques religieux se réclamant d'Al Quaida au Yémen et de «L'État islamique». Charlie-Hebdo était en effet menacé notamment après la parution de caricatures de Mahomet, figure sainte pour les croyants musulmans. Il faut savoir que Charlie-Hebdo a toujours été un journal humoristique, persifleur, moqueur et irrévérencieux ! Il se moquait d'ailleurs aussi bien du Mahomet des musulmans que du pape des catholiques.

Ses journalistes, très attachés à la liberté d'expression, ont avec raison toujours refusé de se courber devant les menaces dont ils faisaient l'objet. De même ses dessinateurs humoristiques comme Cabu, Charb, Wolinski, Tignous, Honoré, aujourd'hui assassinés.

Ces attentats sont à situer dans le cadre de la montée en Occident et au Moyen-Orient du terrorisme d'individus et de groupes se réclamant de la guerre sainte (le «dijihad»), en particulier contre l'occident. En Syrie, en Irak, et dans une partie du monde musulman se développe en particulier, au nom d'idées moyenâgeuses et obscurantistes, le terrorisme de «l'État Islamique» qui fait des émules en France.

Mais le terrorisme aveugle n'a jamais rien réglé. Les véritables changements pour les masses pauvres et les opprimés ont toujours été réalisés par les masses en lutte au cours de révolutions populaires.

C'est la politique des états impérialistes qui dominent le monde, dont la France, avec à leur tête, les USA, qui suscite et aggrave les maux dont souffrent bien des pays et leur population.

Après les attentats du 11 septembre contre les tours jumelles à New York, pour se venger, les USA et la Grande-Bretagne ont semé la guerre et la désolation en Irak, en massacrant au passage des milliers de civils. Ils sont partis, laissant un pays en lambeaux, aux prises avec des attentats aveugles quotidiens et en guerre civile. La France a fait de même en Libye. Tous, ils ont fait de même en Afghanistan ! Ils ont laissé des pays exsangues et encore plus instables qu'avant leur intervention !

Ces états impérialistes mettent la planète en coupe réglée pour les intérêts de leurs grosses sociétés capitalistes, pétrolières et autres. Partout ils ont opprimé, réprimé les peuples qui n'obéissaient pas à leurs lois. Ils ont suscité contre eux une accumulation considérable de colère et de haine. Cette colère et cette haine prennent pour certains le cours d'une vengeance opposant à l'impérialisme mondial une autre forme d'oppression, contre les femmes particulièrement, mais aussi contre des hommes sous la forme d'une dictature religieuse moyenâgeuse, complètement barbare et finalement stupide.

Cette folie meurtrière n'est que symétrique à celle de l'impérialisme mondial. La solution à l'oppression impérialiste et à celle que voudraient faire régner les «dijihadistes», ce sont les travailleurs et les masses opprimées de tous les pays qui la trouveront, en luttant contre l'oppression impérialiste de la bourgeoisie mondiale jusqu'à sa destruction.

Guadeloupe

Capesterre-Belle-Eau : La direction de la SA Bois-Debout reconnue coupable de la mort de l'ouvrier agricole S. Georges

Le verdict de la Cour d'Appel du Tribunal Correctionnel de Basse-Terre dans l'affaire de la mort de l'ouvrier agricole, Simon Georges suite à un accident de travail sur la plantation SA Bois-Debout à Capesterre-Belle-Eau est tombé. Les juges de la Cour d'Appel estiment que la direction de la plantation est responsable de la mort de l'ouvrier. Rappelons les faits : le 26 juin 2009, S. Georges travaillait sur la plantation. Il coupait des bambous, debout sur une plate-forme de chariot et déséquilibré, il a fait une chute. Les secours intervenus peu après n'ont pu le sauver. Il est donc mort suite à sa chute. La veuve de S. Georges a alors intenté un procès contre la direction pour obtenir des dédommagements. Et en janvier 2014, soit plus de quatre ans après la mort du travailleur, le Tribunal Correctionnel de Basse-Terre a relaxé le responsable de la plantation Louis Dormoy. Il est vrai que le Tribunal n'avait toujours pas reçu le rapport d'autopsie du médecin légiste. La veuve de S. Georges a alors fait appel de la décision du Tribunal.

Le procès en appel avait été fixé au 14 mai 2014. Il a été renvoyé une première fois au 7 octobre, puis à nouveau au 16 décembre. Cette fois l'affaire a pu se dérouler normalement.



Manifestation devant le tribunal de Basse-Terre lors du procès.

Plus de 80 personnes étaient présentes à l'audience : des camarades de travail de S. Georges - la CGTG-Banane avait appelé les travailleurs du secteur à venir apporter leur soutien - et des militants CGTG et d'autres organisations. La SA Bois-Debout est reconnue coupable. Son directeur Louis Dormoy est condamné à un an de prison avec sursis et 10 000 euros d'amende. Quant à la SA Bois-Debout elle est condamnée à 50 000 euros d'amende avec obligation de publier, dans la presse et à ses frais, le jugement du Tribunal. Pour cette fois un patron de la banane est reconnu responsable de la mort d'un ouvrier à cause des mauvaises conditions de travail et de sécurité sur sa plantation et condamné. Mais c'est tout le temps que des condamnations

de ce genre devraient être prononcées. Car c'est en permanence que les patrons de ce secteur de l'économie, comme de bien d'autres, ceux du BTP particulièrement, obligent les travailleurs à mettre leur vie en danger dans les entreprises. Tout cela pour réaliser des économies. Et le cas est flagrant en ce qui concerne S. Georges. Car si cet ouvrier avait été équipé d'une nacelle comme l'exigent les mesures de sécurité pour le travail en hauteur, il n'aurait pas perdu sa vie en cherchant à la gagner. En ce qui concerne les dédommagements que la veuve du travailleur avait réclamés, la SA Bois-Debout étant reconnue coupable, c'est le TASS, tribunal des affaires de la Sécurité sociale, qui est désormais compétent en la matière.

Martinique

Une manifestation plus qu'ambigüe

Jeudi 8 janvier, dans la soirée, environ 500 personnes, toutes sous le choc de l'attentat dans les locaux de Charlie-Hebdo la veille et de l'assassinat de la policière municipale martiniquaise à Montrouge, se rassemblaient sur la place de la cathédrale à Fort-de-France, à l'appel du Club-Presse Martinique et de syndicats de journalistes.

Dans sa prise de parole le représentant du club-presse rappelait la mort d'André Alier, en janvier 1934. Ce militant communiste martiniquais avait été assassiné car il dénonçait entre autres, les escroqueries d'une famille d'exploiteurs békés, les Aubéry.

Les prises de parole n'allèrent pas jusqu'à relever que la liberté d'expression est toujours absolument nécessaire aux travailleurs, dans leur lutte contre l'exploitation.

Il ne fut pas non plus dit que les autorités françaises, loin de défendre partout la liberté d'expression comme elles essaient de le faire croire, soutiennent depuis des dizaines d'années, notamment en Afrique, des dictatures sanglantes.

De combien d'assassinats de nouveaux «Alier» la France s'est ainsi rendue complice ?

Donc, c'est parfaitement à l'aise, comme on pouvait s'y attendre, que Didier Laguerre,

maire de Fort-de-France et responsable du PPM (Parti Progressiste Martiniquais, qui soutient Hollande) et le représentant du préfet purent prôner sur l'unité nationale.

En fait, ils ont développé leur soutien au gouvernement et à l'appareil d'État qui défendent l'ordre social et politique à l'origine des comportements barbares que chacun constate.

C'est ainsi que la colère légitime ressentie par une grande partie de la population peut servir de marchepied à une opération politicienne visant à cacher la réalité des choses.

Martinique

Une justice de classe au service du patronat

Il y a une dizaine de jours, les salariés de l'établissement De Négri, se sont mis en grève pour protester contre le licenciement abusif d'un des leurs, et revendiquer la réintégration de leur camarade. Face à l'intransigeance de leur patron, les grévistes ont érigé un piquet de grève devant l'entreprise. Cette entreprise est implantée dans la «zone de gros La Jambette» au Lamentin. Elle est spécialisée dans le secteur d'activité du commerce de gros alimentaire, et compte une quarantaine de salariés. Les grévistes sont syndiqués à la CFDT. Furieux, le patron a traduit devant la justice deux des salariés grévistes, parmi lesquels le salarié licencié. Et voilà que l'avocate du patron défend son client en déclarant qu'elle considère qu' *«il y a un obstacle au fonctionnement de l'outil commercial»*. C'est-dire que la bourgeoisie patronale ne tolère pas que des travailleurs soient regroupés devant leur entreprise en cas de grève. Cela constitue pour elle une atteinte

à la propriété privée des moyens de production, c'est-à-dire la propriété individuelle du capitaliste. Au bout d'une dizaine de jours, la justice a ordonné aux grévistes de lever leur piquet de grève, montrant qu'elle se trouvait dans le camp du patronat. Et dans la nuit du mercredi 7 au jeudi 8 janvier les grévistes ont levé leur piquet de grève. Quelques jours plus tôt, le 30 décembre 2014, les juges des référés s'étaient prononcés contre les grévistes des magasins de luxe du groupe Roger Albert Nocibé leur interdisant de manifester aux abords de leur lieu de travail, sous peine de lourdes amendes. Pourtant l'action de ces grévistes se limitait à distribuer des tracts à l'entrée en discutant avec les clients. Les salariés de Roger Albert s'étaient mis en grève depuis le 11 décembre 2014. Ils réclamaient une augmentation de 150€ correspondant à la prime de vie chère attribuée depuis 2009 et qui devait être supprimée. Ils

ont suspendu leur grève à compter du 8 janvier et fait appel de la décision de justice. Dans ces deux cas, les grévistes n'étaient pas majoritaires. Le patron a donc cherché à s'appuyer sur les non-grévistes pour mettre en place sa stratégie répressive. Il arrive de plus en plus souvent que les patrons traînent les salariés devant les tribunaux en cas de grève. Ils refusent toute discussion et cherchent à faire condamner les grévistes et leur syndicat. Pour cela, ils trouvent des juges complaisants. Et le patronat risque bien d'utiliser ces décisions du tribunal pour s'en servir comme juris-prudence. Il pourrait s'y référer pour mieux attaquer les travailleurs qui se mettent en grève pour défendre leurs droits légitimes. Cette justice est une justice de classe. La seule solution pour obliger le patronat à respecter les travailleurs est sans nul doute, pour ceux-ci, de modifier le rapport de force en leur faveur, par une lutte d'ensemble de tous les travailleurs.

Guadeloupe

À Pointe-à-Pitre, l'hypocrite «Union Nationale» en tête du défilé !

La manifestation d'union nationale de Pointe-à-Pitre a rassemblé plusieurs milliers de manifestants, certainement pas les 10 000 comme annoncé par les organisateurs, dimanche 11 janvier. On a vu une bonne partie de la classe politique de la droite à la gauche défiler contre le terrorisme. Ces dirigeants locaux des partis de droite et de gauche qui se sont succédé

au pouvoir en France sont aussi responsables de la situation française et internationale qui conduit aux attentats, aux guerres, aux tueries. En tant que représentants politiques de cette société capitaliste qui produit bien des désastres, leur hypocrisie en ressortait d'autant plus ! Dans la foule, bon nombre de manifestants sincères, membres de la population ont été sans

s'en rendre compte manipulés par cette politique, tout comme des millions en France le même jour. Mais ce sont eux aussi qui demain manifesteront contre la politique des dirigeants français qui les exposent au terrorisme comme ils les exposent à l'austérité, aux privations pour leur faire payer la crise des capitalistes.

Je suis athée !

On a beaucoup vu tous ces jours derniers dans les manifestations, des pancartes :«je suis Charlie», «je suis juif», «je suis musulman», «je suis flic» ! Mais pas de « je suis athée».

La surenchère des confessions a battu des records ! Et c'est ainsi aussi que les puissants de la planète utilisent les religions pour conforter leur pouvoir. C'est ainsi que tout en répétant *« tu ne tueras point»*, ou encore *«il faut s'aimer les uns les autres»*, l'Occident chrétien a l'habitude d'envoyer des millions de gens à la mort...Voir les deux guerres mondiales, deux bombes atomiques lancées sur un peuple. Aujourd'hui il envoie des milliers de soldats tuer et se faire tuer en Afghanistan, au Mali, au Liban, en Centrafrique, à Djibouti et ailleurs dans le monde. De même c'est au nom d'Allah que bien des dictatures se maintiennent dans le monde

arabe en particulier, contraignant des millions d'hommes, de femmes et d'enfants à vivre dans la misère mais dans l'adoration de leur roi ! La monarchie marocaine en est un exemple édifiant. Ailleurs, c'est encore au nom d'Allah que les princes saoudiens et les capitalistes riches à milliards à cause du pétrole dont regorge le pays, laissent des millions d'hommes dans la misère et des millions de femmes sous le joug d'une exploitation sexiste d'un autre âge. Elles n'ont même pas le droit de conduire une voiture en Arabie saoudite. Elles y sont encore lapidées pour adultère... même s'il n'est pas prouvé... Décidément la religion a bon dos ! Mais historiquement, elle a toujours été un adjuvant à l'oppression ! C'est ainsi que l'Occident a inventé les croisades au moyen âge, soi-disant pour sauver le tombeau

du Christ, soi-disant violé par les impies à Jérusalem... Mais en réalité c'était pour accaparer les richesses au bénéfice de la classe sociale qui montait : la bourgeoisie naissante. C'est avec le fusil et la croix que l'Occident chrétien a massacré des millions d'Indiens en Amérique du sud avant de les évangéliser. N'étaient-ils pas des créatures du diable car non baptisées ? L'église a autorisé l'esclavage des Noirs. Et pour ce faire, elle déclara qu'ils n'étaient pas des hommes mais du cheptel, donc exploitables à merci ! Les musulmans ont fait de même en réduisant aussi avant même l'Occident chrétien des millions de Noirs en esclavage, en massacrant des peuples d'Afrique noire animistes. Pas seulement pour ces raisons là mais aussi pour elles : je suis athée !

Guadeloupe

Manifestons contre la répression anti syndicale : Soutien à Charly Lendo, dirigeant de l'UGTG : mardi 20 janvier à 13h 30 au tribunal de Pointe-à-Pitre !

ARGENTINE

La classe ouvrière marque des points ?



La lutte des ouvriers de Lear
Le 16 décembre 2014, la justice argentine a ordonné la réintégration de 27 travail-leurs licenciés de l'équipementier automobile américain Lear, installé dans la banlieue de Buenos Aires. C'est-à-dire la totalité de ceux qui luttaien-t pour leur réinstallation, six mois après leur licenciement. Ces six mois ont été six mois d'une lutte âpre, ponctués de journées de grèves de centaines de travailleurs de l'entreprise, mais aussi de provocations pour les faire céder. C'est ainsi que dans la nuit du 23 octobre, des provocateurs de la bureaucratie syndicale ouvertement pro-patronale, munis d'armes à feu et de couteaux, s'en sont pris aux militants organisant les piquets devant l'usine. Ils ont menacé de viol une ouvrière et de mort tous les présents. Le lendemain, la gendarmerie a tiré des balles en caoutchouc contre une manifestation, blessant plu-sieurs travailleurs. Malgré cela, les ouvriers n'ont pas baissé la tête jusqu'à cette décision de justice qu'il reste encore à faire entrer dans les faits. Si des manœuvres patronales sont encore à attendre, les travailleurs sont forts de la sympathie de millions de gens du peuple. Car cette lutte de ceux de Lear a été remarquée partout en Argentine.

Les péronistes déconsidérés
La situation sociale et politique est celle d'une déconsidération au pouvoir des péronistes derrière la présidente Christina Kirchner. Cette tendance politique tire son nom du général Juan Peron, au pouvoir en Argentine de 1946 à 1955, puis brièvement, un peu plus de 6 mois, jusqu'à sa mort le 1er juillet 1974. Dans les premières années du péronisme, au lendemain de la guerre, une situation écono-mique favorable avait permis une amélioration de la condition ouvrière, amélio-ration qui n'a jamais été oubliée dans les milieux populaires. Ainsi, pour la classe politique argentine, se réclamer de Perón, c'était jusqu'à présent la quasi-garantie de pouvoir béné-ficier des illusions électoralistes des masses. Depuis 1983 avec la fin de la dictature des généraux, ce sont des péronistes qui se succèdent au pouvoir. Avec la crise, cette popularité est en train de s'user comme s'use en particulier celle du parti de Kirchner : le" Front de la Victoire", organisé autour du Parti Justicialiste (péroniste). Le péronisme s'appuyait tradition-nellement sur un clientélisme en direction des quartiers populaires. Les moyens de cette politique disparaissent et de plus, l'inflation, qui ronge le niveau de vie des classes

pauvres, atteint désormais 28 %.A côté de ça, tout le pays sait qu'en 10 ans, la présidente a multiplié par dix sa fortune personnelle pendant qu'elle imposait des mesures d'austérité.

L'avenir de l'extrême gauche trotskyste
La situation politique n'est donc pas défavorable à l'extrême-gauche. Et la présence de cette extrême-gauche parmi les travailleurs, par exemple à l'occasion de la lutte de Lear, s'est bien vue. Cela va dans le sens des résultats électoraux de 2013, où s'est présenté le FIT (Front de la gauche et des travailleurs), une coalition d'organisations trotskystes, dont le PTS (Parti des travailleurs socialistes) et PO (Parti Ouvrier). En critiquant le gouvernement péroniste sur sa gauche et en dénonçant ses attaques contre les travailleurs, il obtenait plus d'un million de voix aux législatives, et trois députés élus au Parlement, avec des scores allant jusqu'à 19 % dans la province de Salta. Aux présidentielles de 2011, Jorge Altamira, dirigeant du Parti Ouvrier, présenté par le FIT, avait obtenu 500 000 voix (2,5%). Plus récemment, le 6 décembre, le PTS a organisé, dans un stade de Buenos Aires, un rassemblement populaire enthousiaste réunissant une assistance de plus de 6000 personnes. Le 8 novembre, PO, pour sa part, en avait réuni 8000 pour son congrès dans le "Luna-Park", un autre stade de la capitale. Si le FIT est reconduit pour les élections présidentielles d'octobre 2015 (août pour les primaires «qualificatives»), il serait en situation d'obtenir encore de relativement bons résultats. Les trotskystes argentins pourraient se trouver confrontés à de lourdes responsabilités. Celles de s'adresser à toute la classe ouvrière du pays, notamment dans les grandes entreprises. Celles de s'appuyer sur les intérêts communs de tous les exploités, au travail ou chômeurs, déjà engagés dans des luttes ou pas. Celles de le faire avec la claire perspective d'implanter partout des noyaux de militants ouvriers communistes, insensibles à toutes les pressions des péronistes dits progressistes, et agissant en toute indépendance par rapport à toutes les tendances des bureaucraties syndicales omniprésentes. Celles donc de faire des pas vers la création, qui reste encore à accomplir, d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire, capable de défendre largement, devant tous les travailleurs, la perspective de l'indépendance du prolétariat, dans toutes les situations sociales.

Guadeloupe

Le personnel ouvrier du CHU en grève ; il a raison

Depuis le 2 décembre, les ouvriers du CHU sont en grève pour la revalorisation de leurs métiers. Il faut savoir que le CHU, c’est aussi un service technique et logistique (cuisine, buanderie, entretien, stérilisation, garage, dépôts...) qui comprend 350 agents. Les agents qui sont affectés aux soins et dont la carrière évolue régulièrement grâce à un tableau d’avancement préétabli bénéficient, eux, du droit automatique à l’avancement. Mais ce n'est pas le cas des ouvriers des filières techniques. Leur tableau d'avancement est tributaire de la profession exercée, de l’ancienneté dans la profession, des diplômes, des amitiés ou inimitiés, de l’encadrement etc. Il est tributaire enfin de toute une série d'obstacles qui laissent place à toutes les dérives et à toutes les magouilles. La conséquence pour certains peut être : aucune revalorisation salariale pendant des années ! Quand le tableau d'avancement est bloqué, les salaires stagnent et la colère des ouvriers augmente. Et cette colère gronde d'autant plus fort que leurs

revendications ont déjà fait l’objet d’accords signés à la suite de grèves et de négociations antérieures. Mais tous ces accords précédents sont restés lettre morte. Les années passent, ils sont toujours à revendiquer le droit à la promotion, à l’avancement automatique, à la formation ! Et la titularisation des contractuels : la direction ne veut rien entendre, sous prétexte de difficultés financières. Mais les travailleurs n'ont pas à subir ce blocage de leurs salaires pendant des années. Lorsque les ouvriers ont voulu appuyer leurs revendications en restreignant l’accès au pôle logistique, le directeur n’a pas hésité à en référer au Tribunal Administratif qui a ordonné la libération totale des accès au pôle logistique. Le combat des ouvriers du CHU est un combat juste qu’il faut soutenir, tout en sachant que parmi ceux qui organisent et soutiennent leur mouvement, il y en a qui ne rêvent que d'obtenir des postes de cadres ou d’ingénieurs en se servant de leur combat.

Guadeloupe

Victoire de la mobilisation des salariés de la société Urbanet

Les 6 salariés de la société URBANET qui fait le nettoyage au Casino du Gosier se sont mobilisés le 31 décembre 2014. La grève avait pour cause le non paiement de la prime de 13^{ème} mois et de la prime de vacances. Depuis l’année 2014, le marché de la maintenance des locaux a été attribué à cette entreprise à un prix très bas, par le Casino du Gosier. Si pour le Casino c’est une affaire, pour les salariés il n’en est rien : le nouveau directeur a décidé unilatéralement de supprimer la prime de vacances à l’ensemble de l’équipe. En juillet-août, ceux-ci n’ont pas protesté. Le directeur M. Noreskal ne s’est donc pas gêné pour continuer de raboter les acquis des travailleurs. A la fin du mois de décembre, à la lecture de leur fiche de paie et en consultant leurs comptes ils ont constaté qu’il a diminué le 13^{ème} mois. Ils ont aussitôt décidé de réagir

en arrêtant le travail. Pendant la négociation, les salariés ont eu affaire à un patron particulièrement méprisant s’en prenant brutalement à l’un d’entre eux pour lui demander des explications sur sa présence alors qu’il était en congé. Il a fini par admettre que les contrats doivent être respectés et qu’il doit verser les deux primes. Après plusieurs heures de négociation, le directeur a cédé. Ils ont repris le travail le lendemain 1^{er} janvier, la tête haute. Ils ont perçu leur 13^{ème} mois, la prime de vacances et le jour de grève a été payé. Une réunion pour discuter de nouveaux horaires de travail a eu lieu le 09 janvier, dans le prolongement de l’accord. Les salariés refusent de travailler avec une coupure en milieu de journée sans augmentation de leur salaire, notamment de la prime de transport. Le directeur d’URBANET s’est engagé à revoir ses propositions.

Échos de HAUTE TENSION (EDF Martinique)

INTÉGRATION DES PRIMES AU SALAIRE
A PB2, c’est l’inflation des primes : Prime Variable d’Activité, prime d’intéressement, prime exceptionnelle, etc. En tout, un plus qui peut aller jusqu’à une somme de l’ordre de 10 000€ pour chacun. La filiale PEI (Production Electrique Insu-laire) peut assurément payer cela sans problème, mais pourquoi accepterions-nous que cela soit aléatoire, que ce soit comme une carotte pour faire avancer l’âne ? Les salariés doivent toucher un salaire garanti, non variable et qui compte pour la retraite !

L'URGENT C'EST L'EMBAUCHE
Toutes ces primes ne changent rien au fait que les conditions de travail sont aggravées par l’insuffisance du personnel. Beaucoup d’agents sont considérés abusivement comme polyvalents. Si la direction veut que les services fonctionnent correctement, elle doit embaucher.
NON AUX DIVISIONS
Ces disparités de salaire entre PEI et le reste des agents EDF ne peuvent être justifiées que par des arguments fallacieux. Tous les salariés participent aux profits d’EDF, les salaires doivent être alignés par le haut !

Martinique

La manifestation des agents de l'hôpital de Trinité

Le mercredi 7 janvier, les agents hospitaliers affiliés au syndicat indépendantiste UGTM, des représentants des médecins, ceux de la communauté hospitalière et des élus du Cap Nord (Communauté d’Agglomération du Pays Nord-Martinique), ont manifesté, de l’entrée du Centre hospitalier Louis Domergue à la sous-préfecture de Trinité. Les maires du Robert, de Sainte-Marie, de Basse-Pointe ou encore du Gros-Morne, étaient présents, ainsi que le député MIM (Mouvement indépendantiste martiniquais) du Sud, Jean-Philippe Nilor. Les élus entendaient obtenir du directeur de l’Agence Régionale de Santé des garanties sur l’amélioration de l’offre de soins dans les communes du Nord, sur le maintien de certaines activités à l’hôpital de Trinité où plusieurs services semblent carrément à l’abandon. Ils s’interrogeaient aussi sur la reconstruction et la pérennité de cet établissement faisant désormais partie du Centre hospitalier universitaire de Martinique (CHUM) mais resté délabré depuis le tremblement de terre de 2007. C’est à la suite des mobilisations de novembre des agents contre le manque de matériel et d’effectifs et la dégradation de leurs conditions de travail que les



élus du Nord ont décidé d’alerter à leur tour les services publics. C’est Élie Bourgeois l’adjoint du directeur de l’ARS, qui les a reçus et non le directeur lui-même. Entouré du sous-préfet et de membres de la direction du CHUM, il a reconnu les dysfonctionnements actuels au niveau de l’offre de soins dans les communes du Nord, mais a surtout cherché à rassurer les élus sur les projets en cours concernant l’activité future à l’hôpital de Trinité. Les élus se sont montrés plutôt satisfaits des garanties annoncées et cela bien que les dates de la mise à exécution de ces programmes ne soient pas connues. Ils avaient montré leurs préoccupations à peu de frais, car sans se donner la peine de mobiliser les populations de leurs communes. De plus ils avaient

contribué à orienter les salariés vers des «revendications régionales du Nord» pouvant aboutir à les «particulariser» par rapport aux autres agents hospitaliers. Quant aux agents hospitaliers eux, pour l’instant il leur est demandé de continuer à travailler dans des conditions dégradées et souvent déplorables. Et l’administration continuera à exercer des pressions pour qu’ils acceptent les conséquences des restructurations entre plusieurs établissements faites sans véritable concertation et surtout sans les moyens budgétaires nécessaires. Alors oui, contre les conséquences de la politique de restrictions budgétaires qui frappent tous les agents des hôpitaux, ils auront à continuer et à amplifier leur lutte en s’y mettant tous ensemble.

Guadeloupe

Entreprise Nicolin : Les salariés exigent le transfert de tous et défendent leurs salaires

Il y a quelques mois, la Communauté de Communes du Sud Basse-Terre a lancé un nouvel appel d’offre pour le marché de ramassage des ordures. Gaddarkhan et sa société West Indies Environnement a obtenu le marché au moindre coût. La Communauté de communes réalise une économie d’un million d’euros. Les salariés inquiets refusent de se sacrifier au profit du nouveau repreneur. Il est hors de question pour eux d’accepter de baisser leur salaire, par la suppression de la prime de 40% intégrée à leur salaire, des 13^{ème} et 14^{ème} mois. C’est pourquoi ils ont très tôt interpellé la présidente de la Communauté de communes

Lucette Michaux-Chevry. Dans un premier temps celle-ci a répondu que seuls les salariés embauchés par l’ancien maire de Basse-Terre Clairry seraient transférés au nouveau repreneur. Ensuite, Chevry a déclaré qu’une attention particulière serait portée au devenir du personnel dans le cadre de ce nouveau marché. Autant dire que ce discours fumeux n’a nullement rassuré les travailleurs. Dans un troisième temps, la présidente a affirmé qu’aucun salarié ne serait repris. Là, elle a mis le feu aux poudres. Pour obtenir des réponses et la certitude du transfert de l’ensemble du personnel et du maintien de tous les avantages acquis, les salariés ont fait un coup de force le vendredi 26

décembre. Ils se sont mobilisés en masse et ont envahi une réunion de la Communauté de communes pour exiger des réponses claires. Michaux Chevry après avoir affirmé qu’elle n’avait jamais écrit qu’aucun salarié ne serait repris a été démentie en public, avec preuves à l’appui, par un salarié. Elle a été contrainte, par la pression, de revenir sur cette décision. Pourtant, le combat n’est pas terminé, pour les travailleurs de Nicollin. En effet, le marché avec Gaddarkhan a été annulé par une décision de justice, suite à un recours de Nicollin. Pour les travailleurs, le transfert prévu le 17 janvier dans la nouvelle entreprise n’aura pas lieu. Les salariés sont déterminés à se battre. Rien ne se fera sans eux !

Guadeloupe

Pawol a travayé bannann (Plantations en Lutte)

PRIME DE FIN D'ANNÉE 2014 : ÇA NE VA PAS !
Sur nombre de plantations, les patrons ont fait un peu ce qu’ils veulent et n’ont pas payé aux camarades les 609,80€ nets comme le prévoit l’accord signé sur cette prime de fin d’année.
EURL DE BELLEVUE ET SCEA GRAND-MARIGOT Le compte n’y est pas car Francis Lignières et son fils Christopher ont payé 600€ au lieu de 609,80€ net.
EARL POMME ROSE Là c’est le comble qui est atteint. La somme payée varie d’un camarade à l’autre et ce, sans aucune explication. Héry a payé à certains plus de 400€ et

à d’autres 50€ net.
EARL LES FOUGÈRES Morand lui, il a mis dans une enveloppe la somme de 200€. Certains d’entre nous ont refusé cet affront. Alors Morand a viré les 200€ sur nos comptes bancaires. Nous voulons bien que les 200€ nous soient versés chaque mois car c’est ce que prévoit l’accord BINO mais la prime de fin d’année, c’est en plus.
Sur toutes ces plantations, les camarades ont pris la décision de se réunir pour exiger leur dû.
P L A N T A T I O N T.DAMBAS (REGRETTÉE TROIS-RIVIÈRES) Dambas aurait réuni les

camarades pour les informer que sur l’effectif des 31 ouvriers, il n’a besoin que de 20. Il y a donc 11 de trop estime cet exploiteur et il a demandé à ces derniers de passer voir la secrétaire pour en discuter. Il sera absent dans les prochains jours car il doit se rendre lui aussi en Côte-d’Ivoire. Cela doit être certainement dans ses plans, car il fait détruire tous les bananiers avec un produit dangereux introduit avec une seringue. Si tel est le cas, nos camarades doivent refuser ces licenciements et réclamer notamment leur mise en chômage technique pour qu’ils puissent percevoir les indemnités prévue à cet effet.

IL Y A 30 ANS, ELOI MACHORO ET MARCEL NONNARO ASSASSINÉS PAR LE POUVOIR COLONIAL FRANCAIS !

Le 12 janvier 1985, deux militants indépendantistes de Nouvelle Calédonie, Eloi Machoro et Marcel Nonnaro, membres du FLNKS (Front de libération kanak socialiste), étaient exécutés par les forces du GIGN (Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale). Ce trentième anniversaire de leur mort est une occasion de revenir sur la lutte des Kanaks pour l'amélioration de leur condition et l'indépendance de leur pays et aussi sur la manière dont l'État français les a réprimés et a manœuvré pour imposer une issue favorable aux riches blancs Caldoches (les Blancs venus d'ailleurs).

La Nouvelle Calédonie, ou Kanaky pour les partisans de l'indépendance, est un archipel situé dans l'océan Pacifique, à 17000km de la France, proche de l'Australie. L'île est le 7ème producteur mondial de Nickel et le deuxième pour les réserves contenues dans son sol sur 5 sites principaux du Nord au Sud. C'est la "Société le Nickel" la SLN du groupe Eramet qui exploite le minerai et les capitalistes du secteur engrangent de juteux profits.

Depuis l'accord de Nouméa (1998), la Nouvelle Calédonie a un statut particulier d'autonomie, qui la différencie des autres COM (Collectivités d'Outre-Mer) rattachées à la France.

UN PASSÉ DE LUTTES POUR L'INDÉPENDANCE ET CONTRE LA MISÈRE :

LA COLONISATION

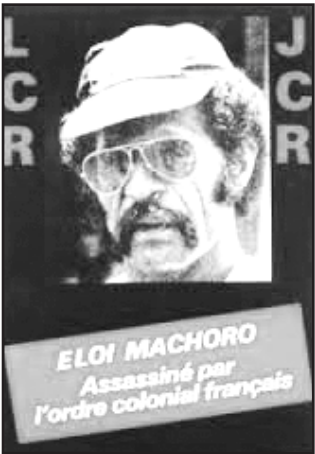
Le colonialisme français a pris possession de l'île en 1853, après une guerre qui a conduit au quasi génocide de la population kanak. D'environ 100 000 personnes, elle s'est trouvée réduite à 20 000.

Ce n'est que 136 ans plus tard, en août 2014, après l'insurrection des Kanaks de 1878 contre l'oppression coloniale française que le crâne du grand chef indigène Ataï et de son guérisseur tués lors de cette révolte et qui avaient été transférés au musée de l'homme à Paris furent rendus au peuple kanak ! Oui, la colonisation française fut particulièrement cruelle et méprisante.

Entre autres massacres et méfaits colonialistes, des Kanaks ont été exposés dans les zoos humains à Paris, lors de l'exposition coloniale de 1931. Parmi eux le grand père et deux membres de la famille du footballeur Christian Karembeu.

La France avait commencé aussi, comme en Algérie, à créer une colonie de peuplement. Parmi les déportés, contre leur gré, figuraient les insurgés de "la Commune de Paris", dont Louise Michel, qui avaient combattu le pouvoir de la bourgeoisie et dirigé la Commune de Paris pendant un peu plus de deux mois en 1871.

Les Kanaks n'eurent le statut de citoyens français qu'en 1946, et en 1957 le droit de vote. Mais restant toujours minoritaires en nombre, c'est par la lutte qu'ils firent



entendre leurs revendications.

LES LUTTES

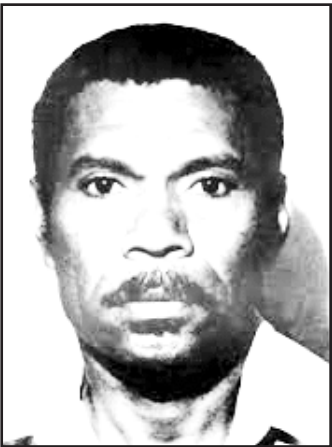
Cette partie de la population la plus pauvre, reléguée dans les territoires tribaux alors que la population blanche caldoche profitait de la hausse du prix du nickel des années 69 à 72, a mené de nombreuses grèves. Le mouvement indépendantiste est apparu en 1972. Face au mécontentement, le président français de l'époque, Giscard, envisagea de rétrocéder une partie du territoire aux Kanaks. Mais ce projet se heurta à l'opposition des riches Caldoches et n'eut pas de suite.

De même, l'élection de François Mitterrand, en 1981, a suscité de faux espoirs d'indépendance. On vit monter en grade un notable Kanak, Jean Marie Tjibaou, qui fut l'interlocuteur privilégié du gouvernement français dans le camp indépendantiste.

BOYCOTT DES ÉLECTIONS ET ASSASSINAT DE MACHORO ET NONNARO

Lors des élections territoriales de 1984, le droit de vote fut accordé à tous les nouveaux arrivants, séjournant dans l'île depuis au moins trois ans. Les Kanaks se retrouvaient encore minoritaires, et les organisations indépen-dantistes décrétèrent le boycott. Le FLNKS réunissant les différentes mouvances indépendantistes fut créé à cette époque par J.M. Tjibaou. D'abord partisan d'un combat législatif et non violent pour l'indépendance, ce dernier évolua vers une position plus radicale, revendiquant un référendum concernant les seuls Kanaks. En décembre 1984, J.M. Tjibaou avait constitué un gouvernement provisoire de la République socialiste de Kanaky. Machoro en était le ministre de la sécurité.

Lors du boycott des élections, des barrages furent érigés pour empêcher les fermiers caldoches des campagnes de se rendre aux urnes. Une gendarmerie fut occupée. Eloi Machoro fracassa l'urne de la mairie de Canala d'un coup de hache. Le pouvoir colonial réagit avec une grande violence : décret de l'état d'urgence, envoi d'un corps expéditionnaire de CRS, gendarmes et militaires qui quadrillaient le pays et semaient la terreur dans la population. Le boycott connut un succès



Marcel Nonnaro

particulier dans la ville minière de Thio, où la grande majorité de la population kanake participa au mouvement. 200 militants du FLNKS, avec Eloi Machoro, occupèrent la gendarmerie. Deux hélicoptères transportant des hommes du GIGN furent encerclés à leur atterrissage et leurs occupants contraints à rejoindre les autres gendarmes retenus dans les locaux occupés. Le pouvoir colonial se trouva en situation de négocier leur libération et de reculer vers la capitale Nouméa. Mais les forces de répression avaient ciblé leurs principaux adversaires et avaient soif de revanche, de même que les Caldoches et les lobbys coloniaux de l'île.

Eloi Machoro et Marcel Nonnaro furent assassinés lors du siège de la ferme qu'ils occupaient, par des hommes du GIGN (corps d'élite de la gendarmerie), avec le feu vert du gouvernement de Mitterrand. Nonnaro fut tué sur le coup, Machoro dut agoniser sans soin. Le pouvoir colonial, sous pression des riches Caldoches, avait entendu et satisfait ces derniers.

LE MASSACRE D'OUVÉA

Par ailleurs, les discussions se poursuivaient avec Tjibaou. Machoro avait été liquidé et Thio "nettoyé" pour permettre à Mitterrand de venir sur place marchander avec Tjibaou la possibilité de s'entendre avec le dirigeant Caldoche Lafleur soutenu par "le Kanak de service", Dick Ukeiwé.

Un nouveau scrutin d'autodétermination fut organisé en 1988 par le gouvernement Chirac, dans les mêmes conditions et avec le même résultat que le précédent. La population kanake des tribus subissait toujours les persécutions des gendarmes et militaires. Pour les élections, un contingent de 11000 soldats fut envoyé dans le pays.

Au sein de la population kanake, la lutte contre le pouvoir colonial n'avait pas faibli. Dans l'île d'Ouvéa, des gendarmes furent pris en otage et 4 d'entre eux furent tués. Les militants indépendantistes se réfugièrent dans une grotte secrète. La grotte fut prise d'assaut par l'armée française et 19 militants kanaks furent assassinés, dont plusieurs furent abattus froidement après la capture et alors que tout était terminé.



LES LUTTES CONTINUENT

Pour tenter de calmer la mobilisation de la population révoltée par les persécutions qu'elle subissait, par la misère qu'elle avait toujours subie, le gouvernement français engagea un processus d'accords visant à une forme d'autodétermination. Les accords Matignon furent signés en 1988 par Jacques Lafleur, chef du clan anti-indépendantiste, représentant des Caldoches, et Jean Marie Tjibaou. Les indépendantistes du FLNKS protestèrent mais finirent par s'incliner. Une partie d'entre eux cherchaient avant tout à négocier avec l'impérialisme une forme d'accès au pouvoir. Cependant J.M. Tjibaou fut assassiné en mai 1989, avec le bras droit du FLNKS Yeiwéné Yeiwéné, par un Kanak indépendantiste opposé aux accords Matignon.

Par la suite, l'accord de Nouméa stipula l'engagement à un référendum au plus tard en 2018. Mais des conflits éclatent périodiquement, montrant que la revendication de la population kanake pour de meilleures conditions de vie n'est pas enterrée : des grèves pour l'augmentation du salaire minimum, contre la vie chère, pour la gestion des ressources naturelles, pour la protection de l'emploi local ou encore contre l'augmentation des prix des transports. Tout cela montre que quels que soient l'issue du référendum et le futur statut de l'archipel, la population pauvre, en grande majorité kanake, n'est pas prête à accepter sans réagir ses conditions de vie.

EN ATTENDANT...

La Nouvelle Calédonie jouit d'un statut de large autonomie traduit dans les articles 76 et 77 de la constitution française. L'île est composée de trois provinces : une au Nord, une au Sud avec Nouméa et la province des îles Loyauté. Le congrès est composé de 7 membres de la province des îles Loyauté, 15 de la province Nord et 32 de l'assemblée de la province Sud. Après les dernières élections du 11 mai 2014 le trois partis loyalistes, c'est à dire ceux qui veulent demeurer au sein de la république française, ont conservé leur majorité, mais celle-ci est affaiblie avec 29 élus sur 54. Les indépendantistes ont progressé avec 25 élus. Ils ont gagné deux

sièges.

La province des îles Loyauté et celle du Nord sont dominées par les indépendantistes, mais celle du Sud, de loin la plus peuplée est dirigée par les loyalistes.

Il y a quelques mois, Hollande s'est rendu pour une journée en Nouvelle Calédonie. Il a évoqué le référendum qui doit se tenir au plus tard en 2018, selon l'accord de Nouméa, signé en mai 1998. Il faisait suite aux accords Matignon de 1988, intervenus à la suite d'une longue période de lutte de la population kanake. Ce référendum devrait déterminer le futur statut institutionnel de l'île. A ce sujet, Hollande a joué la prudence, déclarant «*Vous trouverez la solution vous-mêmes, elle est au bout de ce processus. Personne ne la connaît, c'est vous qui allez la formuler. La France restera à vos côtés autant que la Nouvelle-Calédonie le voudra.*»

L'État français serait sans doute prêt à s'accommoder d'un changement de statut, voire d'une indépendance à condition que cela ne lèse pas ses intérêts.

Martinique

A propos de la réunion débat du GRS
Le GRS : Groupe Révolution socialiste (quatrième internationale) se réclamant du trotskysme a organisé une réunion débat autour de son dernier manifeste : " l'heure de nous-mêmes". Interrogé à ce sujet dans le journal France-Antilles du mercredi 7 janvier dernier, Gilbert Pago, l'un des dirigeants du GRS a

déclaré que son organisation avait envoyé une lettre d'invitation à Combat Ouvrier. Nous déclarons n'avoir reçu aucune lettre du GRS jusqu'à présent. Certes l'un de nos camarades avait été contacté de vive voix et nous ne sommes pas formalistes au point de n'être pas venus par manque d'invitation écrite. Nous n'avons pu participer à cette réunion et nous nous en expliquerons plus longuement avec les camarades du GRS.

Guadeloupe

RÉUNION PUBLIQUE DE COMBAT OUVRIER

Vendredi 30 Janvier à 19h salle Rémy Nainsouta (Pointe-à-Pitre)

Thèmes : - Les soubresauts de la situation internationale sur fond de crise du capitalisme

- La participation de Combat ouvrier à l'élection départementale à Capesterre-Belle-Eau, les 22 et 29 mars 2015 ainsi qu'aux élections régionales et à l'élection de la collectivité territoriale de Martinique de décembre 2015.

Venez nombreux